

Congrès AFSP 2009

Section thématique 42

Des valeurs politiques en mutation : analyse quantitative comparée

Session 1

Nathalie Dompnier, Université Lumière Lyon 2
(nathalie.dompnier@univ-lyon2.fr)

Rapport à la politique et conception de la démocratie en France de 1981 à 2008

Ce texte est un document de travail en cours qui vise à proposer quelques hypothèses et analyses à partir des données françaises des Enquêtes valeurs. Ces éléments demandent à être affinés, confrontés aux résultats obtenus pour d'autres pays et à des travaux menés à partir d'autres types d'enquêtes.

A la suite des travaux de David Easton (1965), différents indicateurs ont été mobilisés pour interroger les conceptions de la démocratie et le soutien dont elle bénéficie parmi les citoyens. Il s'agit notamment des trois dimensions suivantes :

- Confiance dans les gouvernants
- Confiance dans les institutions
- Attachement aux valeurs démocratiques

Ces approches ont permis de dégager des analyses fortes sur les systèmes de valeurs politiques. Cependant, elles posent différents problèmes, notamment pointés par G. Grunberg (Grunberg, Mayer, Sniderman, 2002). Se présente notamment un problème de définition de la démocratie, de ce qu'elle signifie pour les personnes interrogées. Polysémique, la notion de démocratie donne lieu à des conceptions différentes et parfois opposées. Par ailleurs, les rapports entre les différents niveaux du schéma eastonien et le sens de la relation entre ses dimensions reste à élucider (est-ce la confiance dans les gouvernants qui fonde celle dans les institutions et la démocratie, ou le contraire ?).

L'objectif est ici surtout de revenir sur la première difficulté, celle des conceptions différentes et parfois divergentes de la démocratie. Cela nécessite de se départir d'un modèle linéaire en termes de niveaux, d'effets cumulatifs ou de renforcement. On ne posera pas la question du niveau ou du degré d'attachement à la démocratie, mais celle des conceptions de la démocratie (quelle démocratie ?). Cette question n'est pas ou est peu discutée dans les sociétés contemporaines, sans doute en raison d'une sorte d'évidence de la démocratie (Hermet). Certaines évolutions des conceptions ont été traduites par la mise en place de nouveaux dispositifs de démocratie participative. Mais rien ne permet d'affirmer que ces dispositifs répondent aux attentes de l'ensemble des citoyens, attentes variant selon les manières de penser la démocratie.

Les objectifs de cette contribution sont les suivants :

- Mettre en évidence différentes conceptions de la démocratie en prenant en compte non seulement les questions qui portent directement sur les formes de gouvernement mais aussi des questions qui doivent nous renseigner sur la confiance dans les institutions et sur la manière d'appréhender la participation.

- Voir comment s'articulent les positions sur ces différents points pour façonner des regards différents sur la démocratie. « Prendre au sérieux » les rapports au politique (sans les mesurer à l'aune d'un idéal démocratique préétabli) pour restituer la cohérence des différentes visions du monde politique.

- Caractériser ceux qui portent ces visions différentes du monde politique. On n'interrogera pas leurs caractéristiques sociodémographiques mais plutôt leurs caractéristiques politiques (positionnement, intérêt pour la politique). Les premières sont évidemment déterminantes, mais l'enjeu est avant tout de tenter de restituer un système de valeurs politiques.

Les sources mobilisées sont les quatre vagues françaises des Enquêtes valeurs (1981, 1990, 1999, 2008).

1- Rapport à la politique et à la participation depuis 1981

Politisation et confiance dans les institutions : pas d'enthousiasme mais une légère hausse

Tableau 1- Par année, % des personnes interrogées déclarant :

	1981	1990	1999	2008
La politique est quelque chose de très / assez important dans leur vie	-	32	35	45
Etre très / assez intéressés par la politique	63*	37	36	43
Souvent discuter politique avec des amis	12	12	12	17
Suivre quotidiennement l'actualité politique dans les médias	-	-	57	58

* La formulation de la question en 1981 est différente des autres années

Les principales évolutions donnent à voir un intérêt croissant pour la politique sur la fin de la période, sans qu'il soit pour l'instant possible de déterminer s'il s'agit d'une tendance durable ou d'un effet de contexte, l'enquête suivant de près des élections présidentielles qui ont pu contribuer à politiser ponctuellement les Français (Cautrès, 2009). Les autres vagues d'enquêtes – hormis celle de 1981 pour laquelle nous ne disposons pas de l'ensemble des questions – se déroulent en revanche dans des contextes politiques plus atones (sans enjeux électoraux en 1990 et juste avant des élections européennes peu mobilisatrices en 1999).

Reste cependant que la politique ne suscite pas un enthousiasme partagé. Moins de la moitié des personnes interrogées y portent un intérêt soutenu. Le niveau relativement élevé du suivi quotidien de l'actualité politique résulte sans doute pour partie d'une exposition relativement forte aux médias qui rend de fait difficile d'échapper à l'information politique. En 2008, le suivi quotidien de l'actualité politique est certes fortement corrélé à l'intérêt pour la politique, avec 51 points d'écart entre les plus intéressés et ceux qui ne le sont pas du tout. Néanmoins, 37% de ces derniers et 50% de ceux qui sont peu intéressés déclarent suivre tous les jours l'actualité politique dans les médias.

Sur l'ensemble de la période, ce sont les personnes qui se situent au centre sur une échelle gauche droite¹ qui manifestent le moins souvent d'intérêt pour la politique, ce qui rejoint ce que nous savons déjà de ce type de positionnement. L'intérêt pour la politique est, de loin, le plus fort à l'extrême gauche. Enfin, les répondants qui se situent à droite et à gauche ont un niveau d'intérêt à peu près égal, sauf en 2008 où les répondants de droite se déclarent nettement plus intéressés (l'écart est de 9 points avec la gauche). Cela tend à confirmer l'effet de contexte sur le niveau d'intérêt pour la politique.

La confiance dans les institutions ne connaît pas de grand bouleversement sur la période.

Par année, % des personnes déclarant avoir une grande ou une certaine confiance dans :

	1981	1990	1999	2008
Le gouvernement	-	-	-	31
Le parlement	48	43	38	48
Les lois	55	56	-	-
La presse	31	37	35	38
Les syndicats	36	30	33	42
Les partis politiques	-	-	-	18

Moins de la moitié des personnes interrogées déclarent avoir confiance dans les principales institutions politiques et les organisations qui contribuent à la vie démocratique, mais cette situation n'est

¹ On a élaboré une échelle gauche-droite en 5 positions à partir de l'échelle en 10 positions du questionnaire, en regroupant les réponses deux par deux. Par la suite, on distinguera donc les répondants se situant à l'extrême-gauche (position 1), à gauche (2), au centre (3), à droite (4) et à l'extrême-droite (5).

pas nouvelle. Une légère hausse de la confiance se dessine entre 1999 et 2008. Elle s'explique en partie par le progrès de l'intérêt pour la politique, corrélé positivement à la confiance dans les institutions. Pour le Parlement, cette hausse concerne l'ensemble des répondants, quel que soit leur positionnement sur l'échelle gauche droite, à l'exception de ceux qui se situent à l'extrême-gauche dont la confiance décroît très légèrement. La progression est particulièrement forte au centre et à droite. On perçoit ici assez clairement l'une des difficultés de ce type de question : il n'est pas aisé de faire la part entre ce qui relève de la confiance dans l'institution et ce qui touche à l'orientation et aux choix politiques de ceux qui y siègent.

La progression de la confiance dans les syndicats est complexe à analyser puisqu'elle est due à une hausse parmi les répondants d'extrême gauche, mais aussi parmi ceux qui se positionnent au centre et à droite. En revanche, ceux qui se situent à gauche et à l'extrême-droite sont moins confiants à leur égard en 2008 qu'en 1999. Le progrès de la confiance à l'extrême-gauche est sans doute à mettre en relation avec la situation économique et les différents conflits sociaux auxquels les syndicats ont pris part. On pourrait faire l'hypothèse que la hausse de la confiance à droite est liée à la progression de l'intérêt pour la politique parmi ces répondants. Il n'en est rien : alors que la confiance dans les syndicats est fortement corrélée à la politisation à gauche et à l'extrême-gauche, elle ne l'est absolument pas à droite. Peut-être faut-il alors davantage faire l'hypothèse, difficile à vérifier, que cette remontée de la confiance dans les syndicats à droite est liée à un contexte politique qui amène les répondants à une attitude globalement plus favorable à l'égard des institutions.

La diversification des formes de participation légitimes

On sait la difficulté à mesurer la valorisation de la participation démocratique par la déclaration d'intention de prendre part au vote, tant se déclarer abstentionniste lors d'une enquête paraît illégitime. En revanche, d'autres formes de participation, qui ne revêtent pas ce caractère d'obligation sociale, peuvent recevoir des réponses moins contraintes. Ainsi, depuis 1981, les Enquêtes valeurs comportent une série de question de ce type, demandant aux personnes interrogées si elles ont déjà participé, si elles pourraient le faire, ou si elles ne participeront jamais à diverses formes d'actions, toutes n'étant pas légales. On a choisi ici de retenir les deux réponses positives, qui expriment l'acceptabilité de ces différentes pratiques. Il s'agit notamment de tester les évolutions des conceptions de la participation démocratique.

Par année, % des personnes déclarant :

	1981	1990	1999	2008
Avoir déjà signé une pétition ou être susceptibles de le faire	74	79	89	90
...participé à un boycott ou être susceptibles de le faire	43	48	52	64
...pris part à une manifestation autorisée ou être susceptibles de le faire	52	62	72	77
...participé à une grève sauvage ou être susceptibles de le faire	31	33	41	46
...occupé des bureaux ou des usines ou être susceptibles de le faire	27	30	40	43

La part de ceux qui disent participer ou être susceptibles de participer à des actions non conventionnelles mais légales progresse le plus (de 21 à 26 points d'augmentation pour les pétitions, les boycotts et les manifestations autorisées). Ainsi, davantage de personnes interrogées seraient prêtes, au lendemain de l'enquête de 2008, à signer une pétition qu'à aller voter (84%)... On remarque encore que ces progressions ne se font pas au même rythme. Tandis que la possibilité de participer à une manifestation est envisagée par un nombre croissant de personnes dès les années 1980, le recours à la pétition augmente surtout dans les années 1990 et le boycott connaît un succès sans précédent dans les années 2000. Ces rythmes différenciés sont liés aux types de conflits et de mouvements sociaux aux différentes périodes, aux enjeux et aux formes de mobilisation mis en avant par divers acteurs. Par exemple, on peut lire dans le progrès de la forme boycott un effet des campagnes et du travail de sensibilisation à la « consommation citoyenne » menés par diverses associations depuis la fin des années 1990. Cette progression non simultanée incite donc à se garder d'analyses qui assimileraient ces différentes formes de participation. Si elles ont à l'évidence des points communs – notamment la remise en cause d'une démocratie exclusivement représentative –, elles ne peuvent être systématiquement appréhendées selon une même grille de lecture.

Les formes d'actions illégales progressent aussi, mais dans une moindre mesure (+15 points). Elles rencontrent encore de fortes réticences et moins de la moitié des personnes interrogées en 2008 se disent prêtes à prendre part à des grèves sauvages ou à des occupations de bureaux ou d'usines. Les progressions sur la période sont ici très similaires.

Ce premier éclairage invite à interroger, à la suite d'autres travaux, la pertinence du maintien d'une distinction entre participation conventionnelle et non conventionnelle (Mayer, 1997 ; Grunberg, 2002). L'approbation massive de la manifestation ou de la pétition comme modes d'action légitimes ne permet plus de les considérer comme des pratiques contestataires. Ces évolutions montrent surtout que le répertoire d'actions qui s'offre aux Français s'est élargi. La distinction semble aujourd'hui plutôt se situer, dans les opinions exprimées, entre actions illégales et participations légales – ces dernières devant encore être distinguées entre elles.

On peut néanmoins construire une échelle d'attitude à l'égard de la participation qui prend en compte les réponses favorables (a déjà participé ou pourrait le faire) à cinq formes d'actions (pétition, boycott, manifestation, grève sauvage, occupation de bureaux ou d'usines). L'échelle va donc de 0 (ceux qui ne participeraient à aucune forme d'action) à 5 (ceux qui seraient susceptibles de participer à toutes).

Positions sur l'échelle de participation :

	1981	1990	1999	2008
Position 0	22	16	9	7
1	18	16	15	11
2	16	18	18	14
3	15	19	18	20
4	12	11	14	17
5	17	20	27	31
Total	100	100	100	100

Il est évidemment utile de croiser ces réponses avec celles données à la question portant sur les objectifs à privilégier en France dans les prochaines années. Ces dernières varient fortement en fonction du contexte dans lequel se déroule l'enquête. Puisqu'il s'agit de hiérarchiser des priorités parmi quatre propositions, les enjeux sociaux, économiques et politiques du moment pèsent fortement sur les opinions. Ainsi, la part de ceux qui considèrent que le renforcement de la participation doit être le premier objectif fluctue sur la période, passant de en 1981, à en 1990, puis à en 1999 pour s'élever à en 2008. En compétition avec des items portant sur le maintien de l'ordre, sur le niveau des prix et sur la liberté d'expression, celui qui propose un renforcement de la participation voit son niveau évoluer en fonction de l'importance que peuvent prendre d'autres préoccupations au même moment.

On ne peut donc comparer les niveaux des réponses selon l'attitude à l'égard de la participation d'une vague à l'autre. Il est en revanche possible de comparer l'attitude à l'égard de la participation selon l'objectif prioritaire. Les répondants qui ont participé ou se disent prêts à participer aux différentes formes d'actions énumérées plus haut sont surreprésentés parmi ceux qui citent le renforcement de la participation comme objectif prioritaire. C'est particulièrement vrai en 1981 : 57% de ceux qui disent cet objectif prioritaire se situent sur les positions 4 et 5 de l'échelle de participation alors que ces positions ne sont occupées que par 29% de la population totale. Ces écarts se réduisent jusqu'en 2008 : 61% de ceux qui défendent l'objectif de participation sont situés en haut de l'échelle de participation tandis qu'ils représentent 48% de la population totale. On a cependant bien affaire à une attitude participationniste cohérente, plusieurs variables convergeant.

On doit enfin noter que la progression de l'intérêt pour la politique et celle des attitudes à l'égard de la participation ne sont pas exactement concomitantes. L'intérêt pour les formes de participation non conventionnelles va croissant dès le début de la période. Il n'est donc pas possible de faire un lien immédiat entre les deux mouvements. La corrélation entre l'intérêt pour la politique et l'attitude à l'égard de la participation est cependant évidente. Pour l'observer, on utilise une échelle d'attitude à l'égard de la participation présentée plus haut. On le voit dans le tableau suivant, ceux qui sont les plus hauts sur cette échelle sont particulièrement nombreux parmi les plus politisés :

% de ceux qui obtiennent la note 5 sur l'échelle de participation selon l'intérêt pour la politique :

	1981	1990	2008
Très intéressé par la politique	45	44	47

Assez intéressé	18	29	35
Peu intéressé	17	18	29
Pas intéressé	6	8	17
Ensemble	17	20	30

La progression du soutien aux différentes formes de participation au cours de la période n'est pas le fait des plus politisés. Dès le début de la période, ceux-là sont souvent prêts à prendre part à toutes sortes d'actions pour défendre leur point de vue. Ceux qui sont assez intéressés par la politique en revanche ne sont pas disposés à s'impliquer dans des formes de participation non conventionnelle en début de période. Ils le sont bien davantage en fin de période, signe sans doute d'une forme de banalisation de ces modes d'action. La progression de l'approbation des différentes formes de participation progresse aussi, mais dans une moindre mesure, chez les peu ou pas intéressés. Un écart de 30 points demeure cependant entre ceux qui ne sont pas du tout intéressés et ceux qui le sont beaucoup.

Pour vérifier que ces observations ne sont pas affectées par la prise en compte des formes de participation illégales, qui pourraient surtout rebuter les moins politisés, on peut se contenter d'une échelle de participation conventionnelle allant de 0 à 3 et excluant les grèves sauvage et les occupations.

% de ceux qui obtiennent la note 3 sur l'échelle de participation conventionnelle selon l'intérêt pour la politique :

	1981	1990	2008
Très intéressé par la politique	67	71	79
Assez intéressé	38	57	67
Peu intéressé	33	40	57
Pas intéressé	17	21	36
Ensemble	34	41	58

La très forte corrélation entre approbation des différentes formes de participation et intérêt pour la politique apparaît encore très clairement. On observe progression des velléités de participation plus forte encore sur la période (+24 points pour l'ensemble), et toute particulièrement parmi ceux qui sont « assez » intéressés (+ 29 points). Cela confirme bien, d'une part le développement de conceptions politiques plus participatives, et d'autre part le caractère spécifique des formes d'actions illégales, dont l'approbation reste encore limitée, même parmi ceux qui sont assez ou très intéressés par la politique.

2- Questions sur la démocratie depuis 1999 : des principes partagés, un fonctionnement discuté

Les questions portant explicitement sur la démocratie ont été introduites dans les Enquêtes valeurs en 1999 seulement. Aussi est-il pour l'instant difficile de mettre en évidence des tendances fortes dans l'évolution des positions. Cependant, il est d'ores et déjà possible de mettre en évidence des caractéristiques qui se repèrent sur les deux dernières vagues d'enquêtes.

En dépit d'une confiance peu soutenue dans les institutions et d'un intérêt pour la politique, certes en légère hausse, mais qui reste assez limité, les Français affichent un attachement de principe très fort à la démocratie. En revanche, ils sont plus partagés sur les évolutions de la démocratie dans le pays, et donc sur son fonctionnement.

« Avoir un système politique démocratique » est une façon de gouverner le pays...

	1999	2008
Très bonne	50	50
Assez bonne	33	39
Assez mauvaise	6	7
Très mauvaise	3	2
NSP/SR	8	1

« La démocratie peut poser des problèmes mais c'est quand même mieux que n'importe quelle autre forme de gouvernement » :

	1999	2008
Tout à fait d'accord	58	50

Plutôt d'accord	30	42
Plutôt pas d'accord	5	5
Pas du tout d'accord	1	1
NSP/SR	6	2

Satisfaction à l'égard de « la façon dont la démocratie évolue dans notre pays » :

	1999	2008
Très satisfait	4	2
Plutôt satisfait	42	37
Plutôt pas satisfait	36	41
Pas du tout satisfait	10	19
NSP/SR	8	1

Alors qu'en 1999, les répondants sont autant à se déclarer satisfaits qu'insatisfaits des évolutions de la démocratie, les insatisfaits deviennent majoritaires en 2008. Dans le même temps, l'attachement de principe reste massif et tend même à progresser, même si le soutien est plus nuancé (« assez bonne façon de gouverner et « plutôt d'accord » avec l'idée selon laquelle la démocratie est mieux que les autres formes de gouvernement). On peut donc penser que des attentes fortes caractérisent ce soutien au régime démocratique et que ces attentes sont déçues par les pratiques politiques en vigueur. Mais s'agit-il d'une déception quant au fonctionnement des institutions ou bien d'une critique des politiques du gouvernement en place ?

Les deux explications doivent être retenues. En effet, on observe pour les deux vagues une très forte corrélation entre la confiance dans les institutions et la satisfaction à l'égard de la démocratie.

Part de ceux qui sont très ou plutôt satisfaits des évolutions de la démocratie selon le niveau de confiance dans le parlement :

	1999	2008
Grande confiance	76	67
Certaine confiance	65	54
Peu de confiance	37	28
Pas confiance du tout	27	17

Les données confirment le lien étroit entre la confiance dans les institutions et la satisfaction à l'égard du fonctionnement de la démocratie, avec un écart de 50 points entre les plus confiants et les moins confiants. En revanche, quel que soit la perception des institutions (ici le Parlement), on observe une baisse d'une dizaine de points dans le niveau de satisfaction à l'égard des évolutions de la démocratie. Il faut donc chercher d'autres facteurs qui permettent d'expliquer cette baisse.

La variable qui joue un rôle déterminant dans cette évolution est le positionnement politique :

Part de ceux qui sont très ou plutôt satisfaits des évolutions de la démocratie selon l'auto-positionnement sur l'échelle gauche-droite :

	1999	2008
Extrême gauche (positions 1-2)	49	21
Gauche (positions 3-4)	50	28
Centre (positions 5-6)	46	41
Droite (positions 7-8)	54	62
Extrême droite (positions 9-10)	46	63

En 1999, le positionnement sur l'échelle gauche-droite est très peu clivant quant à la satisfaction à l'égard des évolutions du régime politique. En revanche, en 2008, plus de 40 points séparent les réponses de ceux qui se placent à l'extrême gauche des positions de ceux qui se situent à droite ou à l'extrême droite. La satisfaction a progressé à droite et elle a très fortement décliné à gauche. On voit ici tout l'intérêt de ces enquêtes par vagues : isolées, les photographies de 1999 et de 2008 donnent à voir des situations très différentes dont il n'est pas possible de tirer des conclusions générales. Mais on voit dans le même temps les difficultés que peut poser l'espacement des vagues d'enquêtes lorsqu'il s'agit d'étudier des opinions fluctuantes et non des systèmes de valeurs relativement stables. Comment interpréter les profondes modifications qui apparaissent dans le tableau précédent ? Il ne nous est pas possible de conclure à un mouvement progressif ou à un changement lié à un contexte politique particulier.

Tout au plus peut-on souligner que la vague de 1999 se déroule en période de cohabitation et que cette situation peut avoir pour effet de gommer les écarts. Les réponses sur les évolutions de la démocratie devraient alors peu à des considérations partisans. En revanche, la dernière enquête a lieu un an après l'élection de N. Sarkozy à la présidence de la République et celle d'une assemblée majoritairement UMP. Dès lors l'insatisfaction à l'égard des évolutions de la démocratie de la part des répondants de gauche peut sans doute en partie s'expliquer par ce contexte, notamment marqué par de fortes remises en causes des pratiques présidentielles et de leur compatibilité avec le fonctionnement démocratique des institutions (rapports aux médias, aux dirigeants des grands groupes...). Cette explication peut être corroborée par une autre observation : c'est parmi ceux qui ont confiance dans le Parlement que l'on trouve les écarts les plus forts entre les répondants de gauche et de droite quant à la satisfaction sur les évolutions de la démocratie. Les répondants d'extrême gauche confiants et les répondants de gauche confiants ne sont respectivement que 29 et 38% à se dire satisfaits (alors que la moyenne de ceux qui ont confiance est à 67%). Comme leur confiance dans le parlement est vraisemblablement bien institutionnelle et non partisane, leur insatisfaction quant aux évolutions de la démocratie semble bien tenir au gouvernement en place.

D'autres questions nous permettent de voir ce qui, aux yeux des personnes interrogées, pose problème dans les démocraties. On doit cependant souligner qu'aucune question, dans les enquêtes Valeurs, ne permet de mettre en évidence la manière dont l'appréciation des dirigeants influe sur la satisfaction à l'égard de la démocratie. Les opinions dont on dispose concernent le maintien de l'ordre, le système économique et la prise de décisions :

Tout à fait ou plutôt d'accord avec les propositions :

	1999	2008
Les démocraties ne savent pas bien maintenir l'ordre	50	49
En démocratie, le système économique fonctionne mal	43	55
Les démocraties ont du mal à prendre des décisions	66	75

Lors des deux enquêtes, le grief le plus important concerne l'incapacité des démocraties à prendre des décisions. Cette opinion progresse entre les deux vagues, tout comme celle selon laquelle le système économique fonctionne mal en démocratie, ce qui doit sans doute pour partie être analysé à la lumière du contexte économique des deux enquêtes. En revanche, la part de ceux qui considèrent que les démocraties ne savent pas bien maintenir l'ordre reste stable. On peut s'en étonner au regard de différents phénomènes et événements qui ont marqué les années 2000 : progression des attentes sécuritaires, campagnes électorales centrées sur ces questions, émeutes dans les banlieues en 2005... Cependant, on n'observe pas d'évolution dans les réponses à cette question, même en prenant en compte le positionnement politique des répondants.

De manière générale, ceux qui se situent à gauche souscrivent moins à ces trois critiques que les autres, en 1999 comme en 2008. Les répondants du centre, de droite et, plus encore, d'extrême droite considèrent davantage que les autres que les démocraties peinent à maintenir l'ordre. Ceux qui se placent au centre et à l'extrême droite pensent plus fréquemment que les autres que les démocraties ont des systèmes économiques qui fonctionnent mal et qu'elles ne savent pas prendre des décisions. Le contexte politique national semble ici n'avoir qu'un très faible impact sur les réponses.

Le facteur qui semble davantage jouer sur ces appréciations est l'intérêt pour la politique. En 2008, tandis que 37% de ceux qui se disent très intéressés par la politique pensent que le système économique fonctionne mal en démocratie, 71% de ceux qui ne sont pas du tout intéressés pensent de même (écart de 34 points). De la même manière, 31% des plus intéressés pensent que les démocraties ne savent pas maintenir l'ordre alors que 64% des moins intéressés pensent la même chose (écart de 33 points). Enfin, tandis que 57% des premiers estiment que les démocraties ne savent pas prendre des décisions, 85% des seconds sont de cet avis (écart de 28 points).

3- La démocratie sans la politique ?

En même temps que les questions sur la démocratie ont été introduites des questions sur les « façons de gouverner le pays » :

Part de ceux qui considèrent chacun des types de systèmes politiques comme une très bonne ou assez bonne façon de gouverner le pays :

	1999	2008
Avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du parlement ni des élections	32	27
Que ce soit des experts et non un gouvernement qui décident ce qui leur semble le meilleur pour le pays	46	49
Que l'armée dirige le pays	4	6
Avoir un système politique démocratique	83	89

Les changements sur la période ne sont pas très marqués. Le système démocratique est fortement soutenu et un régime militaire massivement rejeté. Cependant, l'hypothèse d'un homme fort à la tête du pays et, plus encore, celle d'un gouvernement des experts ne sont pas rejetés. Si l'on écarte les non réponses, plus de la moitié des personnes interrogées se prononcent pour cette dernière solution. Il est donc déjà possible d'avancer que la préférence pour la démocratie et celle en faveur d'un leader fort ou d'un gouvernement des experts ne sont pas incompatibles pour nombre de répondants. Si l'on croise la dernière variable avec les précédentes, il apparaît certes que ceux qui considèrent un système démocratique comme une très bonne façon de gouverner adhèrent moins que les autres au gouvernement par un homme fort (20%) ou par les experts (46%). Néanmoins, ces différentes formes de gouvernement peuvent bien être soutenues simultanément. Cette position peut sembler curieuse à l'aune d'un idéal de la démocratie comme gouvernement du peuple. Mais il s'agit précisément ici de se détacher de cette conception idéalisée pour cerner ce que ces réponses nous disent du rapport des Français à la démocratie.

Le profil de ceux qui sont favorables au gouvernement par un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du parlement ni des élections se dessine assez aisément au travers de quelques variables très clivantes, notamment le positionnement politique.

Un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du parlement ni des élections est une façon de gouverner...

	Très bonne ou plutôt bonne	Plutôt mauvaise	Très mauvaise
Extrême gauche	17	24	59
Gauche	16	31	53
Centre	30	31	39
Droite	37	31	32
Extrême droite	44	32	24
Etudes primaires	42	25	33
Etudes secondaires	28	32	40
Etudes supérieures	15	31	54
Note 0 sur l'échelle d'insatisfaction démocratique	13	25	62
Note 1 sur l'échelle d'insatisfaction démocratique	20	31	49
Note 2 sur l'échelle d'insatisfaction démocratique	28	34	38
Note 3 sur l'échelle d'insatisfaction démocratique	38	30	32
Note 0 sur l'échelle de participation	41	27	32
Note 3 sur l'échelle de participation	29	29	42
Note 5 sur l'échelle de participation	18	28	54

On retrouve alors les caractéristiques de ceux qui se situent généralement en haut des échelles d'autoritarisme. C'est une demande d'ordre social et de respect de l'autorité qui s'exprime dans cette adhésion au gouvernement par un homme fort. C'est aussi une insatisfaction à l'égard du fonctionnement de la démocratie. Les répondants qui considèrent tout à la fois que les démocraties ne parviennent pas à prendre des décisions, à maintenir l'ordre et à garantir un bon système économique (note 3) sont les plus favorables à l'hypothèse d'un homme fort qui n'ait pas à se préoccuper des élections et du parlement. Cela ne les empêche pas de considérer qu'un système démocratique est une bonne ou très bonne façon de gouverner. Mais ils défendent moins souvent que la moyenne une conception participationniste de la démocratie. Ces répondants manifestent donc tout à la fois un attachement de principe à la démocratie et une insatisfaction quant à son fonctionnement, dont on peut faire l'hypothèse qu'il ne leur semble pas

suffisamment réglé et qu'il ne permet pas de garantir l'ordre social. La solution à ces imperfections se trouve alors plus dans un homme fort que dans un renforcement de la participation.

Les caractéristiques de ceux qui soutiennent la proposition d'un gouvernement des experts sont plus difficiles à cerner. Certaines des variables corrélées au soutien à un gouvernement par un homme fort ne le sont quasiment pas avec l'approbation d'un gouvernement des experts. Alors que l'on pourrait penser que les plus participationnistes sont les moins favorables à toute forme de gouvernement qui ignore l'expression des citoyens, comme c'est le cas pour le pouvoir confié à un homme fort, ils ne sont pas moins favorables que les autres au gouvernement des experts. 50% de ceux qui obtiennent 0 sur l'échelle de participation y sont favorables, et c'est aussi le cas de 48% de ceux qui obtiennent 5.

Le positionnement sur l'échelle gauche droite joue également de manière beaucoup moins nette que pour la question précédente, mais aussi de manière non linéaire. Les écarts les plus importants entre les différentes positions sont de 11 points. Ceux qui se situent à droite et à gauche sont à peu près aussi favorables au gouvernement des experts (respectivement 47% et 50%). C'est à l'extrême droite et au centre qu'on y est le plus favorable (53% et 55%), tandis que ceux qui se situent à l'extrême gauche restent un peu plus réservés (44% de favorables). Il est difficile ici de tirer des conclusions sur l'effet du positionnement politique. Cependant, on pourra revenir plus loin sur les réponses données au centre et à l'extrême gauche.

Le niveau d'étude joue aussi faiblement par rapport à la question précédente. L'écart le plus fort est de 10 points entre les diplômés du supérieur, dont 44% sont favorables au gouvernement des experts, tandis que 54% de ceux qui ont un niveau d'études secondaires l'approuvent. A partir de cette question, il est donc difficile de soutenir la thèse de la compétence, selon laquelle les individus les plus diplômés n'auraient pas le sentiment de devoir s'en remettre à des experts pour prendre des décisions.

On pourrait cependant formuler une autre hypothèse. Le gouvernement des experts pourraient être souhaité par ceux qui estiment que des connaissances et compétences spécifiques permettent une maîtrise et une orientation bénéfique des activités humaines. Il pourrait donc s'agir d'une sorte de positivisme fondé sur la confiance dans les solutions apportées par ceux qui disposent de ces savoirs. Aussi est-il intéressant de tester la corrélation entre les réponses sur le gouvernement des experts et celles qui portent sur la confiance dans la science (Q68, Q85) qui pourraient ensemble être considérées comme l'expression d'une attitude favorable ou défavorable au savoir expert comme science de gouvernement des sociétés. Mais l'hypothèse doit rapidement être abandonnée tant les corrélations sont faibles.

Les principaux écarts que l'on peut observer sont les suivants :

Des experts qui décident plutôt que le gouvernement est une façon de gouverner...

	Très bonne ou plutôt bonne	Plutôt mauvaise	Très mauvaise
Très intéressé par la politique	34	33	33
Assez intéressé par la politique	46	35	19
Pas très intéressé par la politique	58	29	13
Pas du tout intéressé par la politique	57	26	17
Note 0 sur l'échelle d'insatisfaction démocratique	35	39	26
Note 1 sur l'échelle d'insatisfaction démocratique	49	30	21
Note 2 sur l'échelle d'insatisfaction démocratique	54	30	16
Note 3 sur l'échelle d'insatisfaction démocratique	59	27	14

L'influence prépondérante de ces deux variables nécessite quelques précisions. Les plus intéressés par la politique sont nettement moins favorables au gouvernement des experts que ceux que la politique n'intéresse pas. Cependant, on sait par ailleurs que le degré d'intérêt est très fortement corrélé au niveau d'études, de manière positive. Mais il est apparu que ce dernier jouait relativement peu sur les opinions à l'égard d'un gouvernement des experts. Il est donc intéressant de croiser ces variables. Il apparaît alors que le niveau de diplôme a bien un effet sur la position adoptée : parmi ceux qui sont intéressés par la politique, plus les études ont été poussées et moins les individus sont favorables à un gouvernement des experts. En revanche, parmi ceux qui ne sont intéressés, un cursus long est corrélé à une un peu plus forte approbation du gouvernement des experts.

% des personnes interrogées favorables au gouvernement des experts parmi :

	Etudes < bac	Etudes > bac	Ensemble

Pas ou peu intéressés par la politique	55	59	55
Intéressés par la politique	46	35	42
Ensemble	51	43	49

Il est alors particulièrement intéressant d'observer les effets de l'intérêt pour la politique parmi les plus diplômés. Tout se passe comme si ceux qui étaient intéressés valorisaient davantage la conception d'un idéal démocratique où les experts n'ont pas vocation à prendre des décisions à la place des représentants du peuple. En revanche, les diplômés qui ne sont pas intéressés par la politique mettraient davantage l'accent sur les connaissances et les compétences - l'expertise -, nécessaires à la décision politique, peut-être comme une forme de reconnaissance, pour les acteurs politiques comme pour eux-mêmes, des savoirs et des diplômes de manière générale.

De la même manière, les effets du positionnement politique sur l'attitude à l'égard d'un gouvernement des experts doivent être relus à la lumière de l'intérêt pour la politique. On a vu plus haut que les positions les plus favorables se trouvaient au centre et à l'extrême droite et que les moins favorables étaient à l'extrême gauche. Mais les répondants qui sont intéressés par la politique et ceux qui ne le sont pas ne donnent pas les mêmes réponses :

% des personnes interrogées favorables au gouvernement des experts parmi :

	Ext. gauche	Gauche	Centre	Droite	Ext. droite	Ensemble
Pas ou peu intéressés par la politique	58	56	57	55	44	55
Intéressés par la politique	34	41	45	41	59	42
Ensemble	44	50	53	47	55	49

Parmi ceux qui sont intéressés, l'extrême gauche et l'extrême droite se démarquent donc de manière encore plus nette. En revanche, les réponses favorables de ceux qui se situent au centre sont très atténuées. Parmi ceux qui sont peu politisés, les écarts sont très faibles selon le positionnement politique, à l'exception des répondants qui se situent à l'extrême droite, mais pour lesquels les chiffres doivent être pris avec précaution car ils sont peu nombreux à se dire pas ou peu intéressés par la politique.

Il est enfin nécessaire de tester les effets croisés de l'intérêt pour la politique et de l'insatisfaction à l'égard du fonctionnement des démocraties.

% des personnes interrogées favorables au gouvernement des experts parmi :

	Note 0 Très satisfaits	Note 1	Note 2	Note 3* Très insatisfaits	Ensemble
Pas ou peu intéressés par la politique	44	51	58	59	55
Intéressés par la politique	27	45	44	54	42
Ensemble	35	49	54	59	49

*Notes sur l'échelle d'insatisfaction

On observe alors un effet de renforcement des deux variables, les politisés satisfaits étant les plus hostiles à un gouvernement des experts tandis que les non politisés insatisfaits y sont les plus favorables.

A partir de ces observations, il est possible de confirmer que les conceptions de la démocratie ne sont pas univoques et que les questions des enquêtes qui s'y rapportent doivent être traitées avec la plus grande prudence. Tout d'abord, notamment avec les réponses concernant le gouvernement par un homme fort ou par des experts, il apparaît bien que ces conceptions sont assez éloignées d'un idéal de la démocratie comme gouvernement du peuple. Le sens du massif soutien de principe à la démocratie doit donc être interrogé à la lumière de ces réponses qui nous indiquent que les Français sont, pour une part non négligeables, disposés à déléguer le pouvoir politique à des gouvernants qui ne soient pas des représentants. Ces positions amènent aussi à questionner une sorte d'évidence de la démocratie, jamais explicitée, qui semble surtout conduire à son évidence. D'abord introduites dans les enquêtes internationales à l'attention des pays d'Europe centrale et orientale, ces questions montrent finalement que le rapport à la démocratie semble moins stabilisé qu'on pouvait le penser dans des pays comme la France.

Il nous semble aussi possible de distinguer des profils qui se distinguent parmi les répondants, sans pour autant prétendre bâtir une typologie qui nécessiterait une analyse systématique d'autres variables. En croisant la satisfaction à l'égard des évolutions de la démocratie, l'intérêt pour la politique, le positionnement sur un axe gauche-droite et l'échelle de participation, 4 groupes relativement nombreux se dégagent, qui partagent :

- *Les satisfaits actifs* : ils ont confiance dans les institutions, sont plutôt satisfaits des évolutions de la démocratie et sont assez intéressés par la politique. Ils se positionnent à droite. Ils n'obtiennent pas des scores élevés sur l'échelle de participation en 5 niveaux mais sont bien placés sur l'échelle en 3 niveaux en raison de leur rejet des pratiques illégales.

- *Les spectateurs satisfaits* : ils sont aussi satisfaits des évolutions de la démocratie, ne sont pas très intéressés par la politique, se situent au centre et ont des scores faibles sur les échelles de participation.

- *Les insatisfaits résignés* : peu intéressés par la politique, ils ne sont pas satisfaits des évolutions de la démocratie. Pour autant, lorsqu'ils se situent à gauche, leur position sur l'échelle de participation est dans la moyenne, mais lorsqu'ils se situent au centre, elle est très basse.

- *Les activistes mécontents* : de gauche et d'extrême-gauche, intéressés par la politique, ils sont insatisfaits des évolutions de la démocratie et obtiennent des scores particulièrement élevés sur l'échelle de participation en 5 positions.